

AFRIQUE

François Léotard en mission d'évaluation au Rwanda

Visitant hier les positions françaises au Rwanda et au Zaïre, le ministre de la Défense a souhaité passer rapidement le relais à une force de l'ONU.

Rwanda, envoyé spécial

Laissez-nous le temps, nous ne pouvons pas tout faire partout. Avec moins de 300 hommes sur le terrain nous ne pouvons pas sauver des centaines de milliers de personnes.» Dans sa tournée, hier, des positions françaises au Rwanda, le ministre de la Défense, François Léotard, a pu mesurer à la fois l'immensité de la tâche à accomplir, la complexité et les limites de l'action des militaires français.

Au cours de sa visite éclair, en compagnie de la ministre à l'Action humanitaire, Lucette Michaux-Chevry, François Léotard a examiné l'essentiel du dispositif avec ses bases logistiques de Goma et Bukavu, au Zaïre, et les détachements des forces spéciales basées au Rwanda. Ainsi, à Nyarushishi, au sud du pays, un détachement d'une cinquantaine d'hommes du 1^{er} RPIMA (parachutiste d'infanterie de marine) protège d'abord le camp de 8 000 réfugiés en majorité tutsis. Leur mission consiste à recenser également des camps de réfugiés hutus qui se constituent de manière anarchique plus à l'est sous la poussée des forces du FPR contre les villes de Gitarama et Butare. Selon l'état-major de l'opération Turquoise, on compterait quelque 800 000 réfugiés dans le tiers occidental du Rwanda encore sous le contrôle des forces armées gouvernementales.

Plus au centre du dispositif, à Gishiyta et Kibuye, les détachements des fusiliers-commandos de marine et de l'air ont, outre le problème des réfugiés, celui des infiltrations d'éléments du FPR dans la zone gouvernementale. Selon ces militaires, des accrochages quotidiens à l'arme légère se sont déroulés ces deux derniers jours dans un triangle montagneux de 20 kilomètres de côté.

Hier, François Léotard a répété que les forces françaises allaient continuer à mener des opérations de reconnaissance et de renseignement ainsi qu'apporter de l'aide humanitaire là où c'était nécessaire. Mais il est resté évasif sur le renforcement des éléments français qui



seraient seuls à même de venir en aide aux populations.

«Nous ne voulons pas entrer en conflit avec qui que ce soit.» Devant quelques journalistes, le ministre a confié que la France «avait mangé son pain blanc» vis-à-vis des forces gouvernementales. «Les difficultés sont devant nous. Les FAR (Forces armées rwandaises, ndlr) peuvent se retourner contre nous», selon le ministre, car elles commencent à comprendre que la France n'est pas venue pour les soutenir militairement.

L'objectif initial de la France, passer le relais à une force onusienne de 5 500 hommes, souhaitée par Boutros-Ghali, reste l'objectif principal. «Nous souhaitons être moins seuls. Nous avons du mal à trouver des partenaires et nous en sommes déçus», a dit Léotard. Dès lors, la question de la suite de l'opération Turquoise se pose avec acuité. La France va-t-elle prendre le risque d'ajouter des effectifs au Rwanda? Cela n'est pas certain dans la mesure où les responsables français confessent eux-mêmes que la France ne peut pas être en mesure de gérer seule cette crise. Et ce ne sont pas les quelques symboliques contingents africains qui changent quelque chose à ce raisonnement. Après cette tournée d'évaluation, François Léotard va rendre compte aujourd'hui à Edouard Balladur et vraisemblablement à François Mitterrand. A eux de décider jusqu'où peut aller l'engagement français au Rwanda.

Dominique GARRAUD